

Marchés mondiaux

Grèce — La date d'échéance du 30 décembre de l'appel d'offres lancé par la Hellenic Civil Aviation Authority, a été reportée au 24 février. Il s'agit de la fourniture, de l'installation et de l'exploitation du système de radar de la région du terminal d'Athènes (ATARS) et du système d'affichage pour opérateurs. Sur réception d'une autorisation, notre mission peut transmettre les documents de l'appel d'offres, à des frais de 55 à 60\$. Communiquer avec l'ambassade du Canada à Athènes (en mentionnant le n° d'offres 1026/86), télex: (code de destination 601) 215584, indicatif (215584 DOM GR).

Turquie — L'Université turque d'Hacettepe lance un appel d'offres, arrivant à échéance le 17 février, en vue d'acquérir divers microscopes, un dans chacun des domaines suivants: chirurgie ophtalmique; fluorescence; chirurgie ORL; neurochirurgie; chirurgie orthopédique; et un microscope binoculaire pour les étudiants. Elle a également besoin d'un microprojecteur. Notre mission peut obtenir les documents et les transmettre aux sociétés canadiennes. Communiquer avec l'ambassade du Canada à Ankara, télex: (code de destination 607) 42369, indicatif (42369 DCAN TR).

Turquie — Le ministre de la Défense vient de lancer un appel d'offres, arrivant à échéance le 24 février, en vue d'acquérir quatre systèmes d'alerte et de mesures de soutien électronique, contrôlés par microprocesseur. Ces systèmes, destinés à des destroyers, doivent pouvoir intercepter et analyser toutes les ondes radar dans la bande de 2 à 18 GHz, avec balayage horizontal de 360°. On exige un cautionnement d'exécution de 6%. Notre mission peut transmettre les documents aux sociétés canadiennes, les frais leur étant facturés par le MinAffex. Communiquer avec l'ambassade du Canada à Ankara.

Turquie — Le ministère turc de la Défense a lancé un appel d'offres, arrivant à échéance le 23 février, pour se procurer des appareils d'essais de matériel de protection contre les armes chimiques, notamment des appareils pour tester respectivement la pénétration du sarin, du gaz moutarde et du DOP, une chambre à ozone, un appareil pour éprouver la résistance des filtres et un autre pour tester des soupapes. On exige un cautionnement d'exécution de 6%. Notre mission peut transmettre les documents aux sociétés canadiennes, les frais leur étant facturés par le MinAffex. Communiquer avec l'ambassade du Canada à Ankara.

Turquie — L'Office du pétrole turc lance un appel d'offres pour se procurer 1 500 tonnes de fluide hydraulique sans constituant de pétrole, correspondant aux spécifications SAEJ 1703F, FMVSS 116 DOT 3 et VV-B-680-B. Le cautionnement d'exécution est fixé à 6% et les soumissions sont acceptées jusqu'au 18 février. Notre mission peut transmettre les documents de l'appel d'offres aux sociétés canadiennes, les frais leur étant facturés par le MinAffex. Communiquer avec l'ambassade du Canada à Ankara.

Pour réussir, il faut persévérer

(Suite de la première page.)

Le guide intitulé *Yougoslavie — Guide de l'exportateur canadien* fait remarquer que la présence canadienne sur le marché yougoslave s'est considérablement accrue entre 1979 et 1981, les importations canadiennes ayant augmenté de plus de 50%.

Les sociétés canadiennes ont réussi à vendre des avions (*Dash-7* et avions-citernes *CL-215*), des camions de mine et diverses machines spécialisées, ainsi que des matières premières telles que de l'amiant, de la pâte de bois, du charbon et du minerai de fer.

Maintenant que le climat commercial est plus propice aux exportations canadiennes, les possibilités résident surtout dans le secteur des produits entièrement manufacturés, spécialement dans la conception et la fourniture d'équipement de production d'énergie, dans les pâtes et papiers, ainsi que dans la transformation des minéraux.

Des ouvertures existent également dans le secteur des communications, ainsi que dans la fourniture d'équipement de mesure spécialisé, les services de logiciels et d'autres techniques très spécialisées pour lesquelles la Yougoslavie n'a pas encore les experts voulus.

Le matériel de transport industriel, les machines d'exploitation forestière et le matériel de construction routière offrent également des possibilités aux exportateurs canadiens.

Bien que ces possibilités puissent sembler nombreuses, il n'est pas facile d'en tirer profit car le guide mentionne que les liens traditionnels avec l'Europe de l'Ouest sont forts et la concurrence âpre.

Mais cela ne devrait nullement dissuader les exportateurs canadiens décidés.

«Vu cette concurrence, les gens d'affaires canadiens doivent étudier attentivement ces diverses possibilités avant de s'attaquer au

Entente bilatérale

(Suite de la première page.)

d'Ottawa a annoncé qu'avec un soutien de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), elle prépare une étude sur la rentabilité de l'irradiation des aliments en Thaïlande.

Des représentants officiels à ce dialogue de trois jours rapportent également que le Conference Board du Canada a convenu d'établir des liens de nature institutionnelle avec le Thailand Development Research Institute.

Selon eux, cette entente devrait mener à des projets conjoints de recherche sur le commerce et l'investissement bilatéraux, sur l'échange de professionnels et sur la mise au point et la communication de renseignements et de banques de données qui pourraient aider le secteur privé des deux pays à mieux définir les possibilités de commerce et d'investissement.

Pour plus de détails sur le dialogue ou sur les possibilités canadiennes de commerce et d'investissement avec la Thaïlande, communiquer avec M. Nigel P. Godfrey, Direction de l'expansion du commerce en Asie du Sud et du Sud-Est (PST), MinAffex, au (613) 995-7662. ★

marché yougoslave. La coopération dans des pays tiers présente un défi particulier aux entreprises canadiennes.»

À la suite de succès récents, il semble que d'autres excellentes occasions de travailler avec des entreprises yougoslaves s'offrent aux entreprises canadiennes, «particulièrement dans les pays en voie de développement qui appartiennent au mouvement des pays non alignés et dans lesquels la Yougoslavie a de bons contacts.»

«Le coût moins élevé de la main-d'œuvre en Yougoslavie, particulièrement dans le secteur des travaux publics, rend intéressantes les possibilités d'association avec ce pays.»

En plus d'aborder les possibilités de commerce avec ce pays, le guide *Yougoslavie — Guide de l'exportateur canadien* donne des tuyaux sur la façon de commercer dans ce pays, des renseignements sur les programmes fédéraux d'aide à l'exportation, et des adresses utiles.

On peut obtenir des exemplaires de ce guide en appelant le centre Info-Export ou en communiquant avec un des bureaux régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) à travers le pays.

On peut également obtenir de plus amples renseignements sur les échanges commerciaux entre le Canada et la Yougoslavie auprès de M. Hans Himmelsbach, Direction de l'expansion du commerce en U.R.S.S. et en Europe de l'Est (RBT), MinAffex, au (613) 996-7940. ★

La France d'accord

(Suite de la première page.)

technologique, notamment dans les secteurs des technologies avancées;

- identifier et recueillir de l'information sur les entreprises de chacun des deux pays susceptibles de s'intéresser à une coopération avec les entreprises de l'autre pays; et
- fournir le soutien technique nécessaire au développement et à la réalisation de projets conjoints.

Bien que l'Accord de coopération économique et industrielle soit le «plus important», un Avenant à la Convention fiscale de 1975 et un Avenant à l'Accord de 1956 relatif à l'admission de stagiaires ont également été signés.

Les signatures, en particulier celle de l'Accord de coopération économique et industrielle, sont le fruit d'une mission commerciale organisée en novembre dernier en France, sous la direction du ministre de l'Expansion industrielle régionale, M. Michel Côté qui a, par la même occasion, inauguré un nouveau consulat et bureau commercial à Lyon, deuxième centre industriel français.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur l'Accord de coopération économique et industrielle et sur la mise en œuvre de ses articles en s'adressant à M. Maurice Bernier, Direction de l'expansion du commerce en Europe de l'Ouest, MinAffex, au (613) 996-2363; ou à M. Ron Lockhead, Direction des initiatives internationales (ATFP), MEIR au (613) 954-5293. ★